

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra – 02/01/2026

AUSTRALIE – BREVES.....	2
Production – L’agriculture australienne devrait battre son record de valeur brute de production en 2024-25, à 106,4 Md AUD.....	2
Commerce – La Chine restreint ses importations de bœuf en provenance de plusieurs pays, dont l’Australie significativement impactée.....	2
Déforestation – Le gouvernement accélère l’entrée en vigueur de restrictions au défrichement.....	2
Alimentation – 1 ^{er} juillet 2026 : les supermarchés passibles d’amendes pour marges excessives.....	2
Commerce – Le gouvernement fédéral veut réduire ses dépenses en services réglementaires à l’export.....	3
Climat – L’agriculture australienne devrait consacrer 4% de sa surface à la séquestration de carbone.....	3
Climat – Les agriculteurs australiens recourent largement à des pratiques réduisant les émissions et améliorant la résilience face à la sécheresse.....	3
Production – Le ralentissement de la consommation de vin provoque des surstocks en Australie.....	3
Alimentation – Savencia finance une joint-venture avec All G (lactoferrine).....	4
Climat – Entrée en bourse de <i>Sea Forest</i> (algues inhibitrices de méthane entérique).....	4
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 02/01/2026).....	4
AUSTRALIE – MICRO-BREVES.....	4
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES.....	6
Commerce – Un nouveau record d’exports agricoles néo-zélandais (62 Md NZD soit 30 Md€).....	6
Commerce – La Chine restreint ses importations de bœuf en provenance de plusieurs pays, dont la Nouvelle-Zélande.....	6
Commerce – La Nouvelle-Zélande conclut un accord de libre-échange avec l’Inde.....	6
Climat – La Nouvelle-Zélande confirme ses nouvelles cibles méthane dans sa loi, et assume risquer de ne pas atteindre sa NDC à 2030.....	7
Environnement – Le gouvernement allège les contraintes liées au <i>Resource Management Act</i>	7
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 02/01/2026).....	8
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	8

AUSTRALIE – BREVES

Production – L'agriculture australienne devrait battre son record de valeur brute de production en 2024-25, à 106,4 Md AUD

D'après le département fédéral de l'agriculture, le secteur agricole australien devrait battre son record historique de valeur brute de production à l'occasion de la campagne 2024-25. A la faveur de prix élevés pour le bétail et d'une stabilisation de la valeur des grandes cultures, le secteur (agriculture + forêt + pêche) devrait atteindre 106,4 Md AUD de valeur brute, et réaliser 83,9 Md AUD de chiffre d'affaires à l'export, nouveau record également. La récolte de grains d'hiver, estimée à 66,3 millions de tonnes, deuxième niveau historique et 35% au-dessus de la moyenne décennale, contribue fortement à cette performance. [Minister Collins](#), [DAFF](#), [Farmonline](#), [ABARES](#)

Commerce – La Chine restreint ses importations de bœuf en provenance de plusieurs pays, dont l'Australie significativement impactée

Le 1^{er} janvier 2026, les autorités chinoises ont annoncé la mise en place de contingents tarifaires pour limiter les imports de viande de bœuf, dénoncés par sa filière domestique comme une menace. Le ministère chinois du commerce avait annoncé le 27 décembre 2024 diligenter une enquête visant à déterminer si les importations avaient augmenté en proportion de la production nationale, et si des mesures de sauvegarde étaient nécessaires. A compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 3 ans, les principaux exportateurs de viande bovine vers la Chine se voient imposer un tarif de 55%, au-delà de contingents tarifaires définis pour être proportionnels à leurs poids dans les importations chinoises. Ainsi l'Australie sera limitée par un contingent tarifaire de 206 000 tonnes (soit 8% des imports chinois), avec montée progressive sur les trois années. Le secteur australien de la viande bovine regrette vivement cette mesure qu'il juge dévastatrice, le quota étant fixé significativement en-dessous des plus de 300 000 t exportées par l'Australie vers la Chine en 2025 (et 216 000 t en 2024). Ces annonces interviennent dans un contexte toujours porteur

pour la filière australienne, qui cependant devrait faire face en 2026 à la recapitalisation des cheptels australien et américain ; à un possible nouvel accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine ; et à la possible arrivée de bœuf brésilien sur le marché japonais. [Farmonline](#), [ABC](#), [The Guardian](#), [Farmonline](#)

Déforestation – Le gouvernement accélère l'entrée en vigueur de restrictions au défrichement

Ayant obtenu un accord des Verts, le ministre de l'Environnement M. Murray Watt a annoncé des réformes à l'*Environment Protection and Biodiversity Act*, dont des dispositions visant à augmenter les obligations d'autorisation préalable au défrichement sur les exploitations agricoles opérant sur des terres protégées au niveau fédéral. Craignant un épisode de défrichement soudain en anticipation, le ministre a indiqué que ce renforcement entrerait en vigueur sans période de transition. L'opposition dénonce ces décisions comme entravant l'activité agricole, et ne prenant pas en considération les progrès réalisés par les éleveurs dans les dernières années. L'organisation environnementaliste *Wilderness Society*, quant à elle, salue ces avancées, tout en appelant à renforcer le pouvoir du gouvernement fédéral à refuser les projets ne remplissant pas les conditions requises. [Farmonline](#), [Wilderness Society](#)

Alimentation – 1^{er} juillet 2026 : les supermarchés passibles d'amendes pour marges excessives

Le ministre du Budget a annoncé une modification législative soumettant à partir du 1^{er} juillet 2026 les deux principales chaînes de grande distribution à des amendes en cas de marges excessives par rapport au coût de revient des produits. L'amende maximale serait le montant le plus élevé entre 10 M AUD ; trois fois la valeur du bénéfice obtenu ; 10% du chiffre d'affaires de la chaîne pendant les 12 mois précédents. Les chaînes visées (Woolworths et Coles) se sont opposées à cette décision, jugeant qu'elle provoquerait des

augmentations de coûts pour le consommateur, et rappelant que les précédentes enquêtes de l'*Australian Consumer and Competition Commission* ne concluaient pas à des pratiques avérées de marges excessives. [Treasury](#), [ABC](#)

Commerce – Le gouvernement fédéral veut réduire ses dépenses en services réglementaires à l'export

Le gouvernement fédéral a indiqué son intention de modifier les conditions pour les opérateurs à l'export qui utilisent des services réglementaires (certification, inspection, et autres). En effet, il souligne que les contributions actuellement collectées ne couvrent pas les coûts totaux : en 2024-25, ceux-ci ont représenté 186,5 M AUD contre 151,9 M AUD collectés auprès des filières ; sur les 3 dernières années financières, le gouvernement a dû apporter 138 M AUD supplémentaires pour couvrir la différence. L'objectif du changement, qui se fera sur 3 ans à partir du 1^{er} juillet 2026, est de faire peser 90 M AUD de ce surcoût sur les opérateurs, pour que le gouvernement soit à l'équilibre. Le secteur agricole s'inquiète de ce changement et du potentiel surcoût pesant sur les producteurs ; il demande un principe d'équité entre les différents secteurs économiques concernés, rappelant que l'agriculture australienne dépend de l'export, y consacrant les trois quarts de sa production ; et note le manque d'efficacité de certains services réglementaires. [DAFF](#), [Farmonline](#), [NFF](#), [GPA](#)

Climat – L'agriculture australienne devrait consacrer 4% de sa surface à la séquestration de carbone

Le plan *Net Zero* et les plans sectoriels annoncés en 2025, dont celui sur l'agriculture et les sols, prévoient que la séquestration de carbone sera un des principaux leviers pour que l'Australie atteigne sa cible de net zéro à 2050. Les modélisations du département fédéral de l'agriculture (DAFF) suggèrent que la séquestration des 119 millions de tonnes de carbone prévues nécessiterait 18 millions d'hectares, soit 4% de la surface agricole australienne. Le DAFF note cependant que, même si cela provoque une baisse de production,

l'impact économique de celle-ci sera maîtrisé dans un scénario où l'agriculture poursuivra sa montée en productivité (+39% en 2050). Elle devrait représenter 2,1% du chiffre d'affaires agricole en 2050, et être compensée par la diversification des revenus des producteurs, notamment par les crédits carbone. La *National Farmers Federation* a accueilli favorablement cette étude, soutenant la possibilité pour les exploitants d'accéder à des revenus complémentaires, mais appelant aussi les émetteurs de carbone à réduire leurs émissions plutôt qu'à seulement compter sur la compensation par le secteur agricole. [DAFF](#), [ABARES](#), [NFF](#)

Climat – Les agriculteurs australiens recourent largement à des pratiques réduisant les émissions et améliorant la résilience face à la sécheresse

Une étude menée sur l'année 2024 par le département fédéral de l'agriculture montre que 92% des agriculteurs des filières grandes cultures, élevage extensif, et élevage laitier mettent en œuvre au moins une pratique reconnue au titre du programme *Natural Resource Management*. Parmi ces pratiques, les plus courantes concernent les analyses de sol, la réduction des fertilisants, le maintien en parcelle des résidus de culture, la gestion de la rotation, la réduction des pesticides, le maintien d'un couvert végétal, la protection ou encore la repousse de la végétation native. En revanche, seuls 7% des agriculteurs connaissent les émissions de leur exploitation. Par ailleurs, 77% des agriculteurs mettent en œuvre des pratiques d'amélioration de la résilience face à la sécheresse telles que la décapitalisation en amont de périodes sèches pour préserver le couvert végétal, l'amélioration de la rétention du sol en eau, ou encore l'augmentation de la capacité de stockage sur ferme d'eau, d'aliment animal et de grain. [ABARES](#), [DAFF](#)

Production – Le ralentissement de la consommation de vin provoque des surstocks en Australie

Les tendances à la baisse de la consommation de vin dans les marchés prioritaires pour la filière australienne (Chine, Etats-Unis, marché

domestique) ont pour conséquence une accumulation des stocks en Australie, à un volume estimé actuellement à 262 millions de litres. Ces tendances devraient se maintenir au moins pour les 5 prochaines années. Dans ce contexte, le gouvernement a annoncé un nouveau Code de conduite pour la filière, qui aura entre autres objectifs celui de faciliter les négociations entre viticulteurs et vignerons. *Treasury Wine Estate*, un des principaux producteurs australiens, a par ailleurs annoncé réviser à la baisse (-687 M AUD) la valeur de sa filiale américaine. [Wine Australia](#), [The Nightly](#), [Minister Collins](#)

Alimentation – Savencia finance une joint-venture avec All G (lactoferrine)

La start-up australienne All G, fondée en 2021, fabrique de la lactoferrine humaine et bovine par fermentation de précision, entre autres pour produire des laits infantiles. Elle a annoncé récemment un partenariat avec Armor Proteines, du groupe français Savencia, sous forme de joint-venture à hauteur de 10 M AUD ; l'objectif est de passer à échelle industrielle commerciale les productions d'All G. [AFR](#), [Business Wire](#)

Climat – Entrée en bourse de Sea Forest (algues inhibitrices de méthane entérique)

L'entreprise *Sea Forest*, basée en Tasmanie, commercialise la solution *SeaFeed* à base de microalgue *Asparagopsis* pour réduire de 70 à 90% la production de méthane entérique par les ruminants. A ce jour, *SeaFeed* est donnée quotidiennement à 112 000 bovins en parcs d'engraissement et à 6 000 vaches laitières, pour un coût de 0,30 AUD par tête et par jour et une valeur ajoutée d'environ 0,74 AUD par tête et par jour. Par ailleurs, 11 000 ovins ont accès à des blocs à lécher contenant les mêmes agents actifs. Après sept années d'existence, *Sea Forest* est entrée en bourse fin novembre, levant 20 M AUD qui devraient lui servir à développer de nouveaux sites de production dans le pays ainsi qu'en Afrique du Sud où des essais ont démarré. En parallèle, des demandes d'autorisations de mises sur le marché ont été déposées au Royaume-Uni, en Europe, au Brésil, entre autres pays. [Farmonline](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 02/01/2026)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Octobre 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	89,5M€	11,1M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+78,4M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 47,6M€ Préparations à base de céréales (19) : 8,8M€ Produits laitiers (04) : 4,8M€	Bois (4401 chauffage, plaquettes...) : 6,5M€ Fruits (08) : 1,2M€ Boissons (22) : 1,2M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- La [dette](#) totale des exploitations agricoles atteint 135 Md AUD en 2025, contre 100 Md AUD au début des années 2020. Elle concerne surtout des achats d'agroéquipements et est concentrée dans le New South Wales (40 Md AUD), le Queensland (32 Md AUD) et le Victoria (25 Md AUD). Toutefois, environ la moitié des exploitations agricoles australiennes ont une dette très faible voire nulle. La *Reserve Bank of Australia* anticipe que le niveau de dette atteindra 140 Md AUD en 2026.

- La *National Farmers Federation* a publié un nouveau communiqué rappelant au gouvernement fédéral l'importance d'obtenir un accès au marché volumineux dans les négociations pour un accord de commerce avec l'[UE](#). Le communiqué cite les demandes (déjà connues) des secteurs de la viande bovine, de la viande ovine, du sucre, du riz, et des produits laitiers.
- Le [Conseil national de l'alimentation](#) s'est réuni pour la première fois le 8 décembre, en application de la stratégie nationale de sécurité alimentaire *Feeding Australia*. Les [discussions](#) ont porté principalement sur l'intérêt et le contenu à donner à cette stratégie.
- Le département d'Etat du [New South Wales](#) a publié un guide de pratiques permettant de réduire les émissions dans le secteur primaire : additifs inhibiteurs de méthane à l'aliment animal, amendements du sol à base de biochar, sélection génétique pour réduire les émissions de méthane des ruminants, utilisation de biocarburants...
- Le projet « [Low Methane Beef](#) » coordonné par le département d'Etat du New South Wales, Meat & Livestock Australia, l'Université de Nouvelle-Angleterre et Angus Australia, a produit son premier catalogue de *research breeding values* pour des traits génétiques à faibles émissions de méthane.
- Le *Department of Primary Industries* du [Queensland](#) a organisé un hackaton pour soutenir le développement des solutions pour l'adaptation des industries primaires au changement climatiques.
- Le [New South Wales](#) a autorisé l'usage des [clôtures virtuelles](#). Le secteur de l'élevage a favorablement accueilli cette annonce, la technologie permettant des gains de temps, de diesel et d'efficacité. Des inquiétudes persistent autour du coût de la technologie, qui a notamment besoin de tours de relais, ainsi que sur son efficacité en situation d'urgence.
- Une récente étude d'*Agrifutures* révèle que la filière du [poulet de chair](#) génère une valeur brute de 8 Md AUD et est la filière animale à l'évolution la plus dynamique.
- Des tensions sont en cours entre l'entreprise de [salmoniculture](#) Huon Aquaculture et le département d'Etat de Tasmanie, après que l'entreprise a annoncé utiliser un nouvel antibiotique (florfenicol) avec une semaine de préavis pour les autorités, et sans information du public. Le produit était issu d'une formulation commerciale destinée aux porcins mais l'exploitant a indiqué avoir eu une autorisation hors-étiquette.
- La *Fisheries Research and Development Corporation* (FRDC) mène des recherches sur l'utilisation de lumières [LED](#) pour réduire les captures d'espèces non ciblées. L'organisation souligne toutefois que cette technique pourrait ne pas fonctionner pour toutes les pêcheries.
- Une chauve-souris a été testée positive au [virus Hendra](#) dans le Northern Territory pour la première fois ; les propriétaires de chevaux sont encouragés à vacciner leurs animaux. Le virus est zoonotique, pouvant se propager à l'humain ; il a causé 4 morts humaines et plus de 100 morts de chevaux depuis sa première détection en Australie, en 1994.
- Le département d'Etat du New South Wales a lancé au 1^{er} janvier 2026 et jusqu'à juin 2027 un programme de 9,5 M AUD pour accompagner la filière apicole dans la lutte contre le [varroa](#). Cette enveloppe financera notamment des inspecteurs vérifiant la conformité des exploitants avec le Code de pratiques pour la biosécurité ; des officiers de biosécurité ; de la formation ; et de la recherche-développement.
- L'*Australian Pesticides and Veterinary Medicines Authority* (APVMA) a retardé à mi-2026 toute prise de décision quant à la mise sur le marché des herbicides [paraquat](#) et diquat. Cela fait suite à une décision similaire de l'administration américaine, appelant à davantage de recherche. [Grain Producers Australia](#) a accueilli favorablement cette annonce.

- La filière australienne des grains se félicite de son taux très élevé de conformité au titre de l'étude annuelle sur les [résidus](#) menée par le département fédéral de l'agriculture. Pour la campagne 2024-25, le taux a en effet atteint son plus haut niveau historique, à 99,4% (niveau identique à 2021-22).
- La filière des [fleurs coupées](#) s'inquiète de risques de biosécurité, suite à la récente décision du département fédéral de l'agriculture de ne plus exiger des fleurs importées que leurs tiges aient été traitées au glyphosate pour les dévitaliser.
- La filière australienne de la [truffe](#) bénéficie d'une dynamique porteuse ; en 20 ans, l'Australie est devenue le 4^{ème} pays producteur de truffe dans le monde, et exporte vers 60 marchés. La filière est cependant encore jeune et fait face à des défis structurels tels que le grading cohérent à l'export.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

Commerce – Un nouveau record d'exports agricoles néo-zélandais (62 Md NZD soit 30 Md€)

La dernière édition du *Situation and Outlook for Primary Industries* estime que les exports agricoles néo-zélandais représenteront 62 Md NZD pour l'année 2025-26, soit une augmentation de 3% par rapport à la période précédente. L'agriculture pèse alors pour 83% des exports néo-zélandais de biens. Les performances principales sont dans les secteurs laitier (+1% à 27,4 Md NZD), viande et laine (+7% à 13,2 Md NZD), horticulture (+5% à 9,2 Md NZD) et bois (+2% à 6,3 Md NZD). Le rapport prévoit une performance de 63 Md NZD l'année 2026-27. [Beehive](#), [SOPI](#)

Commerce – La Chine restreint ses importations de bœuf en provenance de plusieurs pays, dont la Nouvelle-Zélande

Le 1^{er} janvier 2026, les autorités chinoises ont annoncé la mise en place de contingents tarifaires pour limiter les imports de viande de bœuf, dénoncés par sa filière domestique comme une menace. Le ministère chinois du commerce avait annoncé le 27 décembre 2024 diligenter une enquête visant à déterminer si les importations avaient augmenté en proportion de la production nationale, et si des mesures de sauvegarde étaient nécessaires. A compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 3 ans, les principaux exportateurs de viande bovine vers la Chine se voient imposer un tarif de 55%, au-delà de contingents tarifaires

définis pour être proportionnels à leurs poids dans les importations chinoises. Ainsi la Nouvelle-Zélande sera limitée par un contingent tarifaire de 206 000 tonnes (soit 8% des imports chinois), montant à 214 000 tonnes sur les trois années. Le ministre néo-zélandais du Commerce et de l'Agriculture M. Todd McClay a estimé que la Nouvelle-Zélande ne devrait pas être pénalisée par cette décision, ayant exporté vers la Chine 150 000 tonnes par an dans les deux dernières années. [Beehive](#)

Commerce – La Nouvelle-Zélande conclut un accord de libre-échange avec l'Inde

Après 9 mois de négociations et une accélération des discussions en fin d'année, le gouvernement a annoncé le 22 décembre avoir conclu un accord de commerce avec l'Inde. Celui-ci élimine progressivement sur 10 ans les droits sur 95% des exports néo-zélandais, dont 57% dès l'entrée en vigueur notamment sur la viande ovine, la laine et la plupart des produits du bois. A terme, la Nouvelle-Zélande aura un accès sans droits au marché indien également pour les moules, le saumon, le kiwi (sous contingent), les cerises, les avocats, les baies, le lait infantile en vrac, entre autres. Des fortes réductions de droits auront lieu notamment sur les vins, le miel de Manuka, et les pommes. L'accord inclut par ailleurs des dispositions sur les indications géographiques similaires à celles opérant dans l'accord avec l'UE. L'accord devrait être signé au premier semestre

2026. Le ministre du Commerce M. Todd McClay a souligné l'importance de cet accord pour retrouver des conditions de concurrence équitable avec des compétiteurs, notamment l'Australie sur la viande ovine.

Durant les négociations, il avait été craint que l'objectif de conclure avant la fin 2025 se fasse au détriment d'une issue optimale d'un point de vue commercial. Si les filières du vin, de l'horticulture (pommes, kiwis) et de la viande rouge ont salué la conclusion de l'accord, la filière laitière a quant à elle exprimé sa déception. Elle estime insuffisante l'ouverture du marché indien (notamment sur le beurre et le fromage) et compte sur des négociations futures pour améliorer l'accord, appelant à définir avec le gouvernement une stratégie ciblée pour soutenir les exports laitiers néo-zélandais. Le Vice Premier ministre M. Winston Peters a par ailleurs annoncé qu'il voterait contre l'accord, qu'il juge mauvais car trop en faveur de l'Inde notamment sur l'immigration sans contrepartie sur les exports laitiers néo-zélandais. La représentation de la communauté maorie a également critiqué l'accord, sur son process, qu'elle juge n'avoir pas respecté l'obligation de l'associer de manière transparente aux négociations commerciales pouvant la concerner. Certains pays du Pacifique espèrent par ailleurs bénéficier indirectement de l'accord, n'ayant généralement pas les capacités de négocier directement avec l'Inde. [Beehive](#), [Beehive](#), [NZ Herald](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [The Post](#), [Stuff](#), [Newsroom](#), [Te Ao Maori News](#), [NZ Wine](#), [DCANZ](#), [Fonterra](#), [HortNZ](#), [MIA](#), [PMN](#)

Climat – La Nouvelle-Zélande confirme ses nouvelles cibles méthane dans sa loi, et assume risquer de ne pas atteindre sa NDC à 2030

La loi modifiant les cibles climatiques officielles de la Nouvelle-Zélande a été adoptée par le Parlement en urgence, pour apporter aux agriculteurs un maximum de visibilité. Elle abaisse à 14-24% (contre 24-47% précédemment) la réduction de méthane en 2050, par rapport aux niveaux de 2017. On note que 14% est le seul seuil légalement obligatoire, et qu'il correspond d'après les modélisations à un réchauffement de 2,0-2,7°C. Le gouvernement

assume avoir rejeté toutes les recommandations de la *Climate Change Commission* visant à renforcer l'ambition climatique, qui selon lui auraient entraîné des coûts économiques trop élevés. La loi inclut d'autres modifications, dont une révision à 2040 des cibles sur le méthane, l'obligation de prendre en compte la production alimentaire dans la fixation de cibles climatiques, et la déconnexion entre le marché carbone national (ETS) et les NDC de la Nouvelle-Zélande. Par ailleurs, la ministre des Finances a indiqué écarter tout achat de crédits carbone à l'étranger pour atteindre la cible de la Nouvelle-Zélande à 2030, ce qui est interprété, au vu de l'absence de politiques climatiques assez ambitieuses en compensation, comme le fait que le gouvernement assume de ne pas atteindre sa NDC à 2030. [Beehive](#), [RNZ](#), [Newsroom](#), [Newsroom](#), [Newsroom](#)

Environnement – Le gouvernement allège les contraintes liées au *Resource Management Act*

Le 11 décembre, le gouvernement a déposé au Parlement deux projets de loi visant à remplacer le *Resource Management Act*: le *Planning Bill* et le *Natural Environment Bill*. L'objectif est de répondre aux demandes du secteur agricole, qui dénonce les contraintes environnementales freinant la production. Le principe poursuivi est de passer d'un système d'autorisation par activité, à un système reposant sur les plans de gestion des eaux douces définis par les exploitations agricoles, qui donnent alors accès automatiquement à certaines activités sans besoin d'autorisation spécifique. Les nouveaux textes simplifient ainsi les procédures pour les agriculteurs, en réduisant les exigences en matière d'autorisation pour la gestion des ressources, en harmonisant les règles applicables au niveau local, et en déréglementant plus fortement les zones à faible risque. Le secteur agricole a accueilli favorablement cette annonce, tout en soulignant l'importance d'assurer une transition entre les systèmes actuel et futur, son attachement au pouvoir de décision local, et rester dans l'attente des paramètres techniques précis. [Beehive](#), [Ministry for the Environment](#), [DairyNZ](#), [BeefLambNZ](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 02/01/2026)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
Octobre 2025 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	19,7M€	53,2M€
Balance commerciale de la France pour le mois	-33,5M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 8,4M€ Tracteurs (8701) : 4,2M€ Préparations à base de céréales (19) : 1,2M€	Fruits (08) : 34,6M€ Viandes (02) : 7,2M€ Produits laitiers (04) : 3,2M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le ministre du Commerce et de l'Agriculture M. Todd McClay a nommé un [envoyé spécial pour l'agriculture néo-zélandaise](#). M. Nathan Guy aura pour mission de faire comprendre l'approche néo-zélandaise de l'agriculture, à ses partenaires commerciaux, avec une priorité sur l'Inde et le Conseil de coopération du Golfe. M. Guy est ancien ministre des Industries primaires, et actuellement Président de Meat Industry Association et Président indépendant d'Apiculture New Zealand.
- Le gouvernement a mis en place l'agence [Invest New Zealand](#) chargée d'attirer des investissements étrangers. Parmi les domaines prioritaires identifiés, figure l'agtech.
- Un rapport de Westpac et de l'*International Business Forum* conclut que les exportateurs néo-zélandais ont réussi à s'adapter aux droits de douane « réciproques » [américains](#) ; les filières les plus touchées sont l'équipement et le vin. Au total, la Nouvelle-Zélande exporte 9,3 Md NZD de biens aux Etats-Unis, son deuxième marché.
- Le [gouvernement](#) simplifie le cadre applicable à la gestion, au recyclage et à l'évitement des [déchets](#) plastiques agricoles.
- Le cheptel [ovin](#) néo-zélandais a crû de 1% entre 2024 et 2025, pour atteindre 19,66 millions d'agneaux. Cette augmentation a été due en particulier à une plus forte performance des mises bas des brebis.
- Le ministre de la Sécurité sanitaire des aliments M. Andrew Hoggard a annoncé une simplification des exigences de test et d'échantillonnage dans les [abattoirs](#), permettant aux opérateurs de taille petite ou moyenne de faire face à moins de coûts.
- Rabobank a annoncé un partenariat avec Nateva (anciennement connu sous le nom de New Zealand Carbon Farming), permettant aux exploitants néo-zélandais de collecter des crédits carbone pour leurs actions de [reforestation](#) native et exotique.
- La start-up néo-zélandaise Ruminant BioTech, qui commercialise des bolus inhibiteurs de [méthane](#) adapté à l'élevage pastoral, a levé 17 M NZD. L'entreprise vise de traiter 100 millions de bovins en 2035.
- La [ferme pilote](#) de Nestlé et Fonterra à Taranaki a réussi à réduire ses émissions de 4,5% au cours de la saison 2024-25, grâce à un passage à deux traites par jour, et à une réduction des fertilisants et des

aliments pour animaux importés. Depuis son démarrage lors de la saison 2021-22, la ferme a réduit ses émissions brutes de 23,5%.

- Le gouvernement et la filière de la tonte ont annoncé un partenariat de 75 000 NZD pour améliorer le [bien-être animal](#) au moyen de formations, ateliers, évaluations pratiques et mise à disposition de ressources techniques.
- Une équipe de DairyNZ mène des recherches sur des indicateurs de [bien-être animal](#) adaptés au contexte pastoral de la Nouvelle-Zélande. Ces indicateurs relèvent à la fois de caractéristiques physiques des animaux, mais aussi de caractéristiques de leur environnement afin de pallier les relations non toujours linéaires entre comportement observé et bien-être animal effectif. La chercheuse responsable Dr Hendricks souligne l'importance des technologies dans le renseignement et le suivi de ces indicateurs.
- Un accord entre 12 iwis et des partenaires de [Bay of Plenty](#) (district d'Opotiki) débloque l'accès à 5 000 ha autorisés pour l'exploitation aquacole.
- Alors que ses variétés de la marque RubyRed ont connu un fort essor en 2025, Zespri a annoncé mettre sur le marché une nouvelle variété de [kiwi rouge](#) en 2026, sous le nom Red80 et sur une surface de production de 100 ha. Cette variété arrive à maturité plus tardivement, et se stocke mieux.
- La filière néo-zélandaise de la [cerise](#) s'est dotée d'un plan de biosécurité pour mieux mettre en application les résultats de la recherche, coopérer avec les autorités, et se préparer à d'éventuels bioagresseurs.
- [Fidji](#) intensifie ses exports vers la Nouvelle-Zélande, avec de nouveaux envois d'ananas. Les gouvernements des deux pays coopèrent davantage en matière sanitaire et phytosanitaire et de biosécurité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)